

Haïti, autrement : les idées maîtresses

Hérolde Jean-François

Haïti, *autrement* met en lumière un ensemble de blocages qui retardent le pays et qui empêchent l'émergence sur son territoire de réalités moins dramatiques. En 2012, les conditions de vie de la population sont inhumaines. Toutes les données des grandes agences situent notre pays en dernière position quant aux indices de développement humain ; l'Haïtienne et l'Haïtien passent trop de temps à chercher des moyens de subsistance.

En plein 21^e siècle, nous sommes globalement une société moyenâgeuse et le grand arbitre qu'aurait dû être l'État est absent de l'espace envahi par l'improvisation des uns et des autres. Les dégâts sont profonds, les corriger sera une tâche difficile. Le livre¹ *Haïti, autrement* propose des rectifications en mettant en valeur les ressources disponibles inexploitées.

INTROSPECTION CITOYENNE

Le premier élément à prendre en charge : les citoyennes et les citoyens. Nous devons faire notre introspection individuellement pour voir en quoi chacun de nous a une attitude, un comportement qui contribue au grand désordre ambiant en Haïti. Toutes les actions doivent porter d'abord sur une prise de conscience citoyenne pour cerner en quoi nous pénalisons notre pays, en nous engageant à faire l'effort de changer. Tout bond qualitatif en Haïti passe par le changement des Haïtiennes et des Haïtiens, car à bien y regarder, la réalité d'une société reflète la nature de sa composition. Un pays est le résultat global des actions ou de la passivité de toutes ses composantes. Si l'élite est défaillante, la nation ne peut pas être performante.

1. *Haïti, autrement*, Port-au-Prince, Médiaték, 2012, p. 50.

Haïti restera telle quelle, orpheline de sa souveraineté, si ses élites se maintiennent dans cette posture d'acceptation de la dépendance et ne réagissent pas pour offrir des options viables au pays ; si ses leaders politiques sont incapables de se remettre en question pour comprendre les raisons de la mise hors jeu des partis politiques ; si l'État se complait dans la démission en acceptant la présence inacceptable des forces étrangères sur son territoire et en continuant à sous-traiter à l'international la fonction de penser, de décider et d'exécuter la besogne la plus insignifiante ; si sa classe possédante ne se transforme pas en une bourgeoisie responsable et entreprenante pour contribuer à transformer le pays et à le mettre en chantier dans tous les domaines.

RAPATRIER L'ÉTAT

Haïti, autrement propose de rapatrier l'État trop longtemps en vacances pour apporter aux citoyens des services de proximité, situation qui les maintiendra occupés dans leur zone respective, en rupture avec le besoin d'émigrer vers la capitale ou dans les villes principales, aggravant les problèmes urbains, la surpopulation et autres méfaits dus à l'exode rural, qui est une conséquence naturelle de la centralisation à outrance. Le livre propose un État désormais omniprésent dont chacun redoute le spectre sachant que, même invisible, il est bien présent et demandera des comptes pour tout écart, pour tout délit.

L'Haïti d'aujourd'hui est le résultat de plus de deux siècles d'improvisation avec des tentatives exceptionnelles de modernisation qui ne se sont pas inscrites dans la durée. Haïti, pour devenir autrement, doit « tracer un plan de développement qui inclut l'ensemble des citoyens, mettre les bases d'une nouvelle société dont la force, l'harmonie et la cohésion reposent

sur le respect des lois». Nous devons intervenir pour incorporer tous les enfants en âge d'aller à l'école dans le système scolaire et leur garantir une éducation solide dans un environnement scolaire qui réponde aux normes avec une qualité d'enseignement qui soit la même, quel que soit l'établissement, sur tout le territoire. Cela devra garantir la fin des multiples écoles haïtiennes qui maintiennent une situation d'injustice et d'exclusion. Les Haïtiens doivent œuvrer pour relever la qualité du système éducatif à tous les niveaux afin que l'école et les universités haïtiennes retrouvent la compétitivité qui leur assurait l'équivalence des titres et des diplômes aux centres d'enseignement à l'étranger.

LE CULTE DE LA PRÉSIDENTENCE

L'Haïti que nous voulons changer porte le fardeau pesant d'un ensemble de traditions politiques au centre desquelles se trouve le président de la République comme personnage de référence. Malgré l'adoption de la Constitution du 29 mars 1987, qui introduit une nouvelle réalité avec un nouveau système politique, changer la perception du rôle du chef de l'État s'avère un pari difficile. Et le président et les citoyens ont du mal à franchir le pas pour aider à une modernisation de la vision du rôle de ce personnage central. Il existe dans notre pays tout un culte de la présidence dont nous expérimentons quotidiennement les travers. Nous devons arriver à la modernisation de la vie politique, de l'espace politique pour réduire les possibilités de manipulation des masses. Les partis politiques ont fort à faire pour devenir options de pouvoir, tandis que l'éducation refusée jusque-là à la majorité doit être un acquis pour contribuer à l'émergence d'une perception plus conforme du président que l'on doit mettre devant ses responsabilités. C'est en désacralisant la fonction présidentielle que l'on arrivera à des situations de reddition de comptes, à la création graduelle de la culture de résultat. Mais si nos partis ne font rien pour se renouveler, se renforcer et se moderniser afin de se hisser à la hauteur de leur mission historique de garantir l'alternance dans la gestion du pouvoir, le faire de la politique continuera anormalement à s'exercer dans l'informel et les parachutages de leaders charismatiques dans l'environnement politique, tout comme les prises d'assaut des espaces de pouvoir par des démagogues populistes, continueront pour longtemps encore.

LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Haïti, autrement a fait le tour de la transition démocratique ouverte le 7 février 1986 avec la chute de la dictature des Duvalier. L'ouvrage a rappelé les grands moments historiques de cette période transitoire, les espoirs et les grandes désillusions à cause de l'impréparation des uns et de l'imposture des autres. L'échec de la transition est dû à des facteurs aussi bien

internes qu'externes. Mais le plus grand drame d'Haïti pendant cette période a été l'incapacité des leaders conjoncturels à se montrer à la hauteur des espérances. Il n'y avait ni plan ni volonté politique suffisante de dépasser les vieux clivages qui ont maintenu notre pays et son peuple dans les conditions douloureuses du sous-développement. L'ouverture démocratique par défaut de leaders visionnaires a conduit le pays dans les affres de la perte de souveraineté. Ici, nous sommes en plein dans ce que nous appelons la «république» d'individus qui n'agissent et ne sont motivés que par leurs intérêts personnels. Les situations extrêmes de la période du coup d'État du 30 septembre 1991 ont débouché sur l'intervention étrangère et le retour en force des marines des États-Unis, 60 ans après leur départ. *Haïti, autrement* prône un réveil de notre société qui soit plus en phase avec les vellétés de grandeur de l'acte de 1804, l'un des faits les plus marquants de l'histoire universelle.

La période transitoire a été une vaste école avec des essais multiples. L'on a vu tout et son contraire en même temps. Au bout du compte, la confusion a été telle que d'aucuns ont perdu leurs repères avec des conséquences fâcheuses sur la capacité de mobilisation pour des causes nobles. L'on ne fait plus confiance à personne, l'on devient méfiant quand ceux que l'on considérait comme des guides ont dévié de leur trajectoire pour servir ceux qui, hier encore, étaient les adversaires à abattre ou pire, quand ceux qui avaient promis de changer l'État n'ont rien fait de mieux que reproduire l'État décrié à travers les mêmes vieilles pratiques, appliquant les mêmes recettes génératrices de crises et de paralysies.

RESTAURER LA DIGNITÉ

Haïti, autrement propose un ensemble d'interventions structurantes pour bâtir enfin la nation. Nous suggérons des pôles nouveaux d'infrastructures culturelles, sportives et touristiques à côté des infrastructures conventionnelles, énergie électrique, routes, ports, aéroports, pour moderniser le pays. Nous devons remettre notre pays au travail en encourageant le retour à la mentalité de l'effort pour rompre avec la mentalité de sinécure et de dépendance en cours depuis 1991. C'est en restaurant la dignité au-delà du galvaudage de ce concept dans le discours politique démagogique que l'on permettra à l'Haïtien de retrouver sa fierté au lieu de cette attente passive de la manne en provenance de l'international qui nous doit tout...

Le livre privilégie le pragmatisme et le réalisme pour sortir de la fatalité traditionnelle. Tout un courant de pensée rend les étrangers responsables de tout ce qui ne marche pas en Haïti, comme si les Haïtiens n'avaient aucune responsabilité dans les blocages qui handicapent la nation. La notion de responsabilité n'a aucun sens en Haïti. Nous devons prendre désormais nos responsabilités en assumant nos fautes et nos erreurs, en les reconnaissant, pour pouvoir avancer. La plupart des îles ►

de la Caraïbe ont eu une histoire à peu près similaire à la nôtre. Les négriers ont débarqué des esclaves sur leurs côtes, comme en Haïti. Mais depuis l'indépendance, nous sommes maîtres de notre destin. Si la colonisation nous a fait un tort immense, il y a longtemps que nous aurions dû dépasser le syndrome du complot permanent de l'étranger contre notre pays. En regardant autour de nous, nous aurons les exemples des efforts déployés par nos voisins pour bousculer les difficiles réalités et en créer d'autres plus supportables, plus vivables.

HAÏTI, AUTREMENT EN TOUT

Tout doit désormais être fait autrement en Haïti : les élections, qui provoquent des crises parce qu'elles ne sont pas le reflet exact du vote, souvent manipulé ; la présidence, qui est incapable de changer malgré un nouveau cadre constitutionnel définissant le rôle des différents pouvoirs ; les leaders politiques, qui refusent de changer la manière de faire la politique et qui sont bloqués dans le moule traditionnel ; les élus à l'intérieur des institutions, qui travaillent pour les affaiblir au profit de leurs intérêts personnels. Nous proposons un État ingénieux, déterminé, inventif, omniprésent et concerné pour prendre en charge la vie de la nation et être constamment mobilisé par la préoccupation de servir au mieux la population dans une dynamique de proximité.

LE PACTE D'ORIENTATION POUR LA MODERNISATION

Nous passons d'un régime à l'autre sans que nos dirigeants aient été préoccupés par le souci de résultats. Or, sans résultats, l'on piétine et régresse. Le constat d'Haïti avec ses multiples problèmes est un vibrant témoignage de cette absence de résultats. *Haïti, autrement* propose désormais le pouvoir pour transformer dans la durée. Le plan d'intervention pour moderniser le pays doit faire l'objet d'un pacte entre les forces politiques. Nous proposons un pacte d'orientation pour la modernisation d'Haïti. Nous définissons ensemble les stratégies, les champs prioritaires sur lesquels nous interviendrons, d'un mandat à l'autre. Chaque groupe prétendant au pouvoir inclura les points figurant dans le pacte d'orientation dans son programme propre pour garantir la continuité dans l'application de l'engagement.

Haïti, autrement, c'est un foisonnement d'idées nouvelles pour entrer dans un pays différent, un pays qui engage les réformes nécessaires pour renaître et ne pas disparaître. Un État capable de réduire son train de vie en fonction de la réalité de ses moyens ; un État souverain, autonome et fier pour redonner confiance aux citoyens qu'il parvient désormais à maintenir dans son sein ; un État basé sur la justice et les lois où désormais il est en mesure de demander des comptes aux citoyens pour mettre fin à une trop longue tradition d'impunité. ■

Hérolde Jean-François, journaliste de carrière comptant 34 ans de service. Formation en sciences économiques, études avancées en relations internationales. Expérience de travail dans l'administration publique haïtienne, ancien cadre de la Radio Nationale (1982-1986), ancien directeur général de la Télévision Nationale (mars-septembre 1990, février-juin 1991). Consultant au ministère du Commerce (1986-1990), au bureau du premier ministre (1993-1994), (1996), au ministère des Finances (1995-1996), au cabinet du président de la République (1996), au PNUD (2005-2006). Correspondant de presse, Agence espagnole de presse (1993-2002). Analyste politique sensible aux questions relatives à la politique nationale, à la Constitution et aux relations haïtiano-dominicaines. Écrivain avec quatre titres à son actif : *Le Coup de Cédras* (1995), *Manifeste de la Renaissance* (2005), *Pacte de la Renaissance* (2005), *Haïti, autrement* (2012). Conférencier et invité assidu des médias. Directeur général de Radio IBO depuis le 1^{er} avril 1997. Premier président et membre fondateur de l'Association nationale des médias haïtiens (ANMH), membre actuel du conseil.



HAYTRAC